Nations Unies E/2011/96

Conseil économique et social

Distr. générale
18 mai 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011
Genève, 4-29 juillet 2011
Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*
Débat de haut niveau: examen ministériel annuel

Lettre datée du 5 mai 2011, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport national du Bangladesh sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, en vue de l'examen ministériel annuel qui doit se dérouler durant le débat de haut niveau de la session de fond de 2011 du Conseil économique et social (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil économique et social au titre du point 2 b) de l'ordre du jour provisoire.

Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) A. K. Abdul **Momen**

* E/2011/100.

11-33047X (F)

Merci de recycler

Annexe à la lettre datée du 5 mai 2011 adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'organisation des Nations Unies

Mise en œuvre des objectifs arrêtés et des engagements pris sur le plan international en matière d'éducation : Rapport national du Bangladesh

Table des matières

		Page
	Résumé analytique	3
	Partie A. Mise en œuvre de stratégies et politiques de développement national	
I.	Vision 2021: la Charte du changement	4
II.	Questions prioritaires	5
III.	Programmes et stratégies sectoriels sélectionnés	7
	Partie B. Priorités thématiques	
IV.	Objectifs, directives de politique générale et structure du système éducatif	11
V.	Interventions stratégiques dans le secteur de l'éducation	11
VI.	Grandes réalisations à l'échelle du secteur	19
VII.	Défis, enseignements tirés et voie à suivre	24
Annexes		
I.	Vision 2021 : objectifs d'étape	26
II.	Structure du système éducatif bangladais	28
III.	Objectifs du Millénaire pour le développement : les progrès du Bangladesh en quelques chiffres	30

Résumé analytique

L'actuel Gouvernement du Bangladesh, dirigé par le Premier Ministre Sheikh Hasina, est déterminé à donner une nouvelle image à son pays, comme en témoigne sa stratégie Vision 2021. Conformément aux directives constitutionnelles et à la vision du Père de la nation, Bangabadhu Sheikh Mujibur Rahman, l'éducation est considérée comme le meilleur moyen de réaliser cet objectif. La politique nationale de l'éducation vise à donner au pays les qualités et les compétences qui lui permettront de travailler de concert et à armes égales avec la communauté internationale.

Le Gouvernement a fixé des objectifs d'étape prioritaires en vue de l'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens, et s'emploie à mettre en œuvre les mesures qui permettront la réalisation progressive de ces objectifs. L'élimination de la pauvreté et de l'injustice et l'établissement d'une bonne gouvernance sont deux des priorités du Gouvernement. La principale stratégie pour la réduction de la pauvreté est centrée sur la redynamisation de l'agriculture et de la vie rurale.

En vue d'accroître la production agricole, l'accent est mis sur la modernisation de l'agriculture, l'innovation technologique et le renforcement des infrastructures de recherche; dans ce domaine, comme dans ceux du développement, de la santé, de l'environnement, de l'autonomisation de la femme, de la jeunesse et bien d'autres encore, le rôle de l'éducation est primordial et largement reconnu. La nouvelle politique de l'éducation fournira donc des orientations quant à la manière d'établir des liens entre ces différents secteurs.

Le Bangladesh a également réalisé des progrès louables dans les domaines suivants : réduction de la mortalité maternelle et infantile, accès durable de la population à l'eau potable, mise en place d'une approche de la réduction des risques gérée par la communauté et autonomisation des femmes, comme en témoigne leur participation accrue à l'éducation et au marché du travail.

Dans le secteur de l'éducation, des avancées considérables ont été enregistrées, parmi lesquelles : l'augmentation du budget consacré au secteur; la révision des programmes et des manuels scolaires, avec pour objectif de mieux répondre aux exigences du monde moderne tout en préservant les valeurs et l'histoire du pays et de sa guerre de libération; la distribution de 230,2 millions de manuels gratuits à des élèves de l'enseignement primaire et secondaire; l'utilisation de technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue d'une systématisation des principes de bonne gouvernance; l'octroi d'allocations et la mise en place d'un filet de sécurité sociale; la formation à grande échelle des enseignants et des responsables de l'éducation en vue de favoriser leur développement professionnel; et enfin, l'amélioration de l'infrastructures et des installations.

Grâce à ces initiatives, les taux d'accès et de rétention ont augmenté et la parité des sexes a été atteinte tant dans l'enseignement primaire que dans l'enseignement secondaire. L'amélioration qualitative de la performance des étudiants est également perceptible. À l'échelle nationale, ces avancées contribuent largement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous.

L'attention accordée à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et technique et de l'enseignement supérieur a ouvert la voie à

l'émergence d'une main d'œuvre dotée de toutes les compétences nécessaires pour se faire une place sur un marché de l'emploi hautement compétitif. Différents partenaires de développement, le Gouvernement, des organisations non gouvernementales et le secteur privé ont uni leurs forces en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement et son expansion. Le maintien et la poursuite de ces efforts nécessite aujourd'hui un élargissement de cette coopération à l'échelle mondiale.

Malgré ces nombreuses avancées, il reste des défis à relever, les plus complexes étant l'accès à l'éducation pour ceux qui en sont exclus, le renforcement des capacités professionnelles et institutionnelles à tous les niveaux et le maintien de la qualité de l'enseignement. Fort de l'expérience acquise jusqu'à présent et grâce à la coopération de toutes les parties concernées, le Bangladesh peut espérer relever ces défis et atteindre les objectifs fixés dans sa stratégie Vision 2021.

Partie A
Mise en œuvre de stratégies et politiques de développement national

I. Vision 2021 : la Charte du changement

1. Pays doté d'un énorme potentiel, le Bangladesh vient de célébrer le quarantième anniversaire de son indépendance, à l'occasion duquel des individus de tous les horizons ont réaffirmé leur engagement à faire du Bangladesh un État providence libéral, progressiste et démocratique. Le Gouvernement actuel, élu à une très large majorité, exprime dans sa « Charte du changement », Vision 2021, la vision d'un Bangladesh qui, à l'horizon 2021, sera un pays à revenu intermédiaire dans lequel la pauvreté aura été réduite de manière drastique, qui sera en mesure de pourvoir aux besoins essentiels de tous ses citoyens et où le développement aura pris de la vitesse, avec des taux de croissance toujours plus élevés. Une fois encore, l'éducation est considérée comme le moyen le plus efficace d'atteindre ces objectifs. Dans la politique nationale de l'éducation du Gouvernement (2010), l'éducation est présentée comme un élément clé du développement de la nation.

2. Ce rapport présente brièvement les initiatives mises en place par le Bangladesh en vue de la réalisation des objectifs d'étape de la Vision 2021, et analyse la manière dont ces efforts contribuent aux objectifs de développement arrêtés sur le plan international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous. Cette analyse des interventions dans le secteur de l'éducation s'inscrit dans le droit fil du thème de l'exposé national volontaire 2011; elle dépeint les efforts stratégiques mis en œuvre, décrit brièvement les avancées du secteur et explique de quelle manière ces interventions favorisent le développement de la nation, notamment en ce qui concerne les changements escomptés dans la Vision 2021. Elle aborde également la question de l'influence des changements socioéconomiques sur la participation à l'éducation. En quelques décennies, le Bangladesh a accompli des progrès considérables vers la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous, notamment en ce qui concerne l'accès, la parité des sexes et l'amélioration de la qualité de l'enseignement. Un tableau résumant les mesures prises en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement figure à l'annexe 3.

3. Le Gouvernement du Bangladesh est déterminé à donner une nouvelle image à son pays à l'horizon 2021, année qui marquera le jubilé d'or de l'indépendance. L'année 2020 correspondra quant à elle au centième anniversaire de la naissance du Père de la nation, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman. D'ici là, nous sommes résolus à effacer l'image négative qui domine aujourd'hui pour mettre en place un système démocratique dans lequel les citoyens choisiront en toute liberté un gouvernement capable de leur offrir des services efficaces, seront libérés de la peur et de l'intolérance et vivront dans la dignité; un système dans lequel domineront la justice sociale, la protection de l'environnement, les droits de l'homme et l'égalité des chances, et qui verra triompher l'état de droit et la bonne gouvernance.

II. Questions prioritaires

4. Dans le contexte de crise socioéconomique dans lequel le Premier Ministre Sheikh Hasina a formé son gouvernement il y a deux ans, cinq thèmes ont été considérés comme prioritaires : a) maintien de la stabilité économique et contrôle de la flambée des prix des produits de base; b) lutte efficace contre la corruption; c) électricité et autres sources d'énergie; d) élimination de la pauvreté et de l'inéquité; et e) mise en place d'une bonne gouvernance. D'importantes questions de développement sectoriel ont en outre été mises en évidence, des stratégies ont été élaborées et des objectifs d'étape ont été fixés dans les domaines d'importance stratégique (voir annexe 1).

5. En raison de la crise économique mondiale et d'autres facteurs endémiques, la flambée des prix des produits de base représente une menace pour la vie des plus pauvres. Elle a également des répercussions sur l'éducation, et en particulier sur le taux de fréquentation scolaire des enfants issus de familles pauvres; dans certains cas, les parents ne peuvent plus se permettre les moindres dépenses scolaires, même les plus minimes, car leurs maigres revenus sont presque entièrement consacrés aux frais de subsistance de base. Le Gouvernement a pris des mesures en vue d'alléger le lourd fardeau de l'envolée des prix et de maintenir le pouvoir d'achat des citoyens; Outre les mesures administratives de contrôle des prix, des démarches ont également été entreprises pour accroître la production nationale de produits de base et l'importation rapide de marchandises essentielles à la sécurité alimentaire.

6. Une stratégie sur plusieurs fronts a été déployée pour lutter contre la corruption. La Commission de lutte contre la corruption se veut un organe indépendant, autonome et neutre. L'information, c'est le pouvoir : le droit d'accès des citoyens à l'information est garanti par la loi sur le droit à l'information. Chaque administration est donc tenue de fournir des informations claires aux citoyens, et ce sur simple demande. Les rôles et fonctions des différents départements ont été rendus publics par l'intermédiaire de sites internet. Afin de faire prévaloir les droits de la population, des « chartes du citoyen » ont été introduites dans chaque service du Gouvernement. Grâce à une meilleure sensibilisation de la population et à l'utilisation plus répandue des technologies de l'information, les occasions de corruption ont commencé à se faire plus rares. Des efforts particuliers ont été déployés pour lutter contre la corruption dans le secteur de l'éducation, notamment au moyen d'une utilisation accrue des technologies de l'information dans les processus du recrutement, d'admission et de publication des résultats d'examen. Un meilleur taux de fréquentation dans différentes filières d'enseignement ainsi qu'une

utilisation plus répandue des technologies de l'information à différents stades de la vie devraient permettre, à terme, de mettre un frein à la corruption.

7. L'électricité et les autres sources d'énergie jouent un rôle déterminant dans le développement du pays. Si l'on souhaite élargir l'assise industrielle du Bangladesh et encourager l'utilisation des technologies de l'information, un apport continu d'électricité est indispensable. En vue de favoriser un développement économique durable, le gouvernement prend des mesures visant à attirer les investisseurs, parmi lesquelles l'élaboration d'une politique globale à long terme sur l'électricité et les autres sources d'énergie. Le Gouvernement a commencé à installer de nouvelles centrales dans le but d'atteindre l'objectif énergétique fixé dans la Vision 2021. Le secteur de l'éducation apportera une contribution qualitative à ce processus, en formant du personnel compétent dans le domaine des technologies énergétiques.

8. La stratégie phare du Gouvernement pour la réduction de la pauvreté est axée sur la redynamisation de l'agriculture et de la vie rurale. D'ici à 2013, les niveaux de pauvreté et la part de la population considérée comme extrêmement pauvre devraient diminuer respectivement de 25 et 15 pour cent. Le nombre d'habitants pauvres devrait donc être réduit à 45 millions en 2013, et continuera à baisser pour atteindre 22 millions en 2021. Parmi les initiatives mises en place par le Gouvernement en vue de cet objectif, on peut citer le programme « Une maison, une ferme » et la création d'un programme d'emploi des jeunes, « Service national ». Le filet de sécurité sociale sera étendu aux « ultra-pauvres », et le nombre de personnes âgées et de femmes démunies bénéficiant d'une allocation augmentera de manière sensible. Le Gouvernement encourage les jeunes entrepreneurs à créer des petites et moyennes entreprises, en leur offrant des formations et en mettant à leur disposition les fonds dont ils ont besoin par l'intermédiaire de prêts bancaires.

9. Le rôle que joue l'éducation dans la réduction de la pauvreté ne saurait être exagéré. Des ressources humaines qualifiées sont le moteur qui permettra au pays d'avancer dans ce monde de rude concurrence. C'est dans cet esprit qu'en 2010, le gouvernement actuel a mis en place une politique de l'éducation dont l'objectif est de « donner au pays les qualités et les compétences qui lui permettront de travailler de concert et à armes égales avec la communauté internationale ».

10. Les efforts déployés par le Gouvernement pour réduire la pauvreté contribuent à la réalisation du premier objectif du Millénaire pour le développement. En 2010, 31,5 pour cent de la population vivait sous le seuil de pauvreté (enquête sur les revenus et les dépenses des ménages 2010). Le taux annuel de réduction de la pauvreté est de 1,7 pour cent (enquête sur les revenus et les dépenses des ménages 2010), ce qui est supérieur au taux de 1,23 pour cent requis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement à l'échéance 2015. Le taux d'écart de pauvreté a également diminué de manière spectaculaire et n'est plus que de 9 pour cent. Les prévisions de taux de croissance annuelle du PIB sont de 7,2 pour cent pour l'exercice fiscal 2012 et de 10 pour cent pour 2017.

11. La mise en place d'une bonne gouvernance est une condition sine qua non pour que la population puisse elle aussi ressentir les bienfaits du développement; c'est la raison pour laquelle ce point figure en bonne place dans la liste des priorités du Gouvernement. Parmi les avancées majeures réalisées à ce jour, on peut citer les mesures visant à instaurer l'état de droit, le renforcement de la Commission des droits de l'homme, la réforme du système électoral, la réforme de l'administration afin qu'elle serve mieux les intérêts de la population, l'institutionnalisation du droit

des citoyens à l'information et le développement de l'administration en ligne. Apprendre aux citoyens quels sont leurs droits et leurs obligations peut également contribuer à l'efficacité des efforts de bonne gouvernance. Les différents ministères liés à l'éducation, en plus de promouvoir la bonne gouvernance au sein de leur propre institution, œuvrent activement au lancement de programmes de sensibilisation du citoyen, améliorant ainsi leur capacité à contribuer à l'établissement d'une bonne gouvernance.

III. Programmes et stratégies sectoriels sélectionnés

Agriculture et développement rural

12. La stratégie de redynamisation de l'agriculture et de la vie rurale mise en place par le gouvernement vise en particulier à garantir « la nourriture pour tous » par toutes les mesures nécessaires et à rendre le Bangladesh autosuffisant sur le plan alimentaire d'ici à 2013.

13. Afin d'accroître la production agricole, l'accent est mis sur la modernisation du secteur, l'innovation technologique et le développement des infrastructures de recherche. Le Ministère de l'agriculture a pris des mesures pour encourager l'utilisation de variétés de semences améliorées, perfectionner les systèmes d'irrigation, moderniser l'équipement des agriculteurs et les former aux cultures à haut rendement, mettre en place des subventions pour les engrais et les machines agricoles, etc. Il convient ici de mentionner tout spécialement l'investissement d'un milliard et demi de taka (21 millions de dollars É.-U.) pour la modernisation de l'agriculture et la subvention de 42 milliards de taka (600 millions de dollars É.-U.) allouée au secteur au cours de l'exercice fiscal 2010-11.

14. Mieux sensibiliser les agriculteurs et les former à l'utilisation de nouvelles variétés et de technologies innovantes est une des clés du développement du secteur agricole. Ceci est particulièrement vrai dans un pays comme le Bangladesh, où la moitié de la population est toujours analphabète. Le Service d'information agricole, qui diffuse des informations relatives à ce secteur à la radio, à la télévision et sur Internet, joue à cet égard un rôle précieux. Il est prévu de créer 1 000 autres centres du même type, organisés autour des syndicats et destinés aux agriculteurs des villages et des communautés.

15. Les ministères chargés de l'enseignement jouent également un rôle déterminant grâce à l'intégration des questions liées à l'agriculture dans les manuels scolaires, à la création d'une nouvelle filière d'enseignement agricole et à la formation de professionnels qualifiés dans les établissements d'enseignement spécialisés.

Environnement et gestion du risque

16. La protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique comptent parmi les stratégies centrales du Gouvernement pour une réduction durable de la pauvreté. L'objectif est de parvenir à la viabilité environnementale au Bangladesh, ce qui permettra de pourvoir aux besoins des générations présentes et à venir. Le Gouvernement a à cœur de protéger le pays des effets néfastes du réchauffement climatique ainsi que de la pollution de l'environnement et des ressources en eau; il a adopté la Stratégie et le Plan d'action du Bangladesh sur le

changement climatique (2009), qui couvre des domaines d'importance stratégique comme la sécurité alimentaire, la protection sociale et la santé, la gestion globale des catastrophes, l'atténuation du changement climatique et le développement à faible intensité de carbone, la recherche et la gestion des connaissances, et enfin le renforcement des capacités et des institutions.

17. En ce qui concerne la réalisation de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement, les besoins urgents et immédiats en matière d'adaptation aux menaces climatiques ont été définis dans le cadre des programmes nationaux d'action pour l'adaptation aux changements climatiques. Des projets de dragage des rivières, de protection des eaux, de régularisation des crues, de prévention de l'érosion des rivières et de protection des forêts sont en cours. Des méthodes scientifiques modernes sont utilisées pour prévenir la pollution de l'eau et de l'air, ainsi que pour l'élimination des déchets.

18. Des progrès sensibles ont été réalisés en matière d'accès durable de la population à l'eau potable et aux services d'assainissement de base. Depuis 2009, des sources d'eau potable de meilleure qualité sont utilisées par 98 pour cent de la population, et des installations sanitaires de meilleure qualité par 80 pour cent de la population.

19. L'éducation à l'environnement fait partie intégrante de tous les programmes d'enseignement, dès le niveau élémentaire. Il est impératif de préparer les citoyens à réagir au mieux au changement rapide du climat à l'échelle mondiale. Le Bangladesh étant un pays sujet aux catastrophes, une bonne préparation de la population en vue de prévenir et d'atténuer les souffrances engendrées par les catastrophes et le réchauffement climatique revêt une importance cruciale.

20. Toutes les catastrophes, quelles qu'elles soient, ont des répercussions néfastes sur le secteur de l'éducation. Les activités scolaires sont perturbées en raison de l'utilisation des écoles comme abris, du déplacement de familles et de la perte de livres et matériels pédagogiques. Chaque année, le Gouvernement dépense des sommes colossales pour atténuer les souffrances de la population et combler les pertes. Une des réalisations notables du pays en matière de gestion des catastrophes est la formulation d'un règlement qui décrit en détail le rôle et les responsabilités des comités, des ministères et des autres organisations en matière de réduction des risques de catastrophes et de gestion des situations d'urgence.

21. L'éducation joue un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des programmes de gestion des catastrophes et la réduction des pertes matérielles et humaines. Grâce à de solides programmes de préparation au niveau des communautés et des écoles (comprenant par exemple des mesures relatives aux infrastructures telles que la construction d'écoles pouvant servir d'abri en cas de cyclone), le modèle de gestion locale de la réduction des risques de catastrophes au Bangladesh pourrait bientôt être cité en exemple dans le monde entier.

Santé et protection de la famille

22. Le Gouvernement a la ferme volonté de faire du Bangladesh une nation en pleine santé, dotée des capacités physiques et intellectuelles qui lui permettront de contribuer au développement national et mondial, et il a à cette fin mis en œuvre une politique de la santé ambitieuse. Soucieux de l'intérêt de la population, le Gouvernement est en train de mettre en place 18 000 dispensaires qui permettront à

tous les citoyens de bénéficier de soins de santé à proximité de chez eux. Grâce à des efforts soutenus, des progrès sensibles ont été réalisés en matière de réduction de la mortalité infantile, d'amélioration de la santé maternelle et de contrôle des maladies, qui contribuent respectivement à la réalisation des objectifs 4, 5 et 6 du Millénaire pour le développement.

23. Au cours des dernières décennies, le taux de survie des enfants s'est considérablement amélioré. D'énormes progrès ont été accomplis dans les trois indicateurs de l'objectif 4, et si la tendance se poursuit, le pays aura atteint cet objectif bien avant l'échéance de 2015. En 2009, le taux de mortalité des moins de cinq ans était de 67 pour 1 000 naissances vivantes et la mortalité infantile de 45 pour 1 000 naissances vivantes. On ne constate pas de disparité flagrante entre les garçons et les filles dans le taux de mortalité des moins de cinq ans. En 2010, le Bangladesh a été félicité par les Nations Unies pour son action remarquable en matière de réduction du taux de mortalité infantile.

24. Le taux de mortalité maternelle au Bangladesh a diminué de manière sensible, passant de 574 en 1991 à 210 en 2010 (système d'enregistrement des faits d'état civil, Bureau de statistique du Bangladesh), l'objectif national étant fixé à 144 (pour 1 000 naissances vivantes). En ce qui concerne l'accès universel à la santé procréative, le taux de prévalence de la contraception est passé de 40 pour cent en 1991 à 60 pour cent en 2008, l'objectif national étant de 100 pour cent.

25. Le Bangladesh a également enregistré des progrès tangibles dans la lutte contre la propagation du paludisme et de la tuberculose. Le taux de mortalité associé au paludisme a chuté à 0,11 pour cent en 2008, et le taux de mortalité associé à la tuberculose à 45 pour cent en 2007. Le taux de prévalence du VIH au Bangladesh est faible (0,319 pour cent), mais il reste toutefois préoccupant chez les utilisateurs de drogues injectables.

26. L'éducation contribue dans une très large mesure à l'amélioration de la situation sanitaire. Outre les initiatives du Ministère de la santé et de la protection de la famille, le Ministère de l'éducation a mis en place dans les écoles un programme d'éducation à la santé procréative axé sur les compétences pratiques. Ce programme, qui s'adresse aux jeunes et aux adolescents et se fonde sur une démarche d'éducation mutuelle, a facilité les changements de pratiques en matière de santé procréative et a donné aux jeunes les moyens de se protéger contre les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida. Un programme d'allocations pour les filles dans l'enseignement secondaire et supérieur a permis de ralentir la croissance de la population en reculant l'âge du mariage pour ces jeunes filles. Mieux éduquées et mieux informées, elles sont mieux à même de prendre des décisions réfléchies quant à leur avenir, leur santé et leur famille.

Autonomisation de la femme et protection de l'enfance

27. Le Gouvernement du Bangladesh a à cœur de garantir l'autonomisation de la femme et l'égalité des droits et des chances; c'est dans cette optique qu'a été élaborée la politique de développement de la femme. Le Gouvernement prend également les mesures nécessaires pour que des femmes soient nommées à des postes de responsabilité au sein de l'administration et dans tous les secteurs du marché de l'emploi. Des mesures juridiques strictes ont été prises pour mettre un terme à l'oppression des femmes et des enfants. Afin d'améliorer le taux d'emploi des femmes, le Gouvernement a porté à six mois le congé de maternité des agents de

l'administration publique et adopté des règlements pour la création de garderies sur le lieu de travail. Le Ministère des affaires féminines et de l'enfance travaille à divers projets pour l'autonomisation de la femme, la prévention de la violence à l'encontre des femmes et des enfants, la mise en place d'un filet de sécurité pour les femmes vulnérables et l'appui aux mères qui travaillent, notamment celles qui allaitent.

28. Les mesures prises par le Gouvernement en faveur des femmes se fondent largement sur un apprentissage par l'expérience. La réduction de la pauvreté, et particulièrement l'éradication de la féminisation de la pauvreté par le renforcement du filet de sécurité sociale, est un des principaux points à l'ordre du jour du Gouvernement. Des initiatives telles que les allocations aux veuves et aux femmes démunies, les primes de maternité pour les mères pauvres et le Développement en faveur des groupes vulnérables ont permis d'assurer la sécurité alimentaire d'un grand nombre de femmes pauvres. De vastes programmes de développement des compétences, ainsi que le soutien financier accordé aux femmes entrepreneurs sous forme de microcrédit, ont permis à de nombreuses femmes d'aller de l'avant et de prendre part, au même titre que leurs homologues masculins, au développement national.

29. Le secteur de l'éducation est en première ligne des efforts visant à établir la parité des sexes. Le Bangladesh a atteint la parité dans l'enseignement primaire et secondaire; la proportion de filles est passée de 0.83 en 1991 à 1.03 en 2009 pour l'enseignement primaire et de 0.52 en 1991 à 1.17 en 2009 pour l'enseignement secondaire. Cette participation accrue des filles à l'éducation a pour corollaire une meilleure représentation des femmes sur le marché du travail et contribue de ce fait à réduire le taux d'abandon scolaire des enfants, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement ainsi que des objectifs 2 et 5 de l'Éducation pour tous.

Les jeunes et l'emploi

30. Pour mettre le potentiel des jeunes au service du développement national, le gouvernement s'emploie à faciliter leur insertion sur le marché du travail (y compris le travail indépendant) en leur offrant des formations dans les domaines de l'agriculture, des activités non agricoles dans les zones rurales, de l'industrie, du développement des infrastructures et des marchés de l'emploi étrangers. Un plan d'emploi dont l'objectif est de donner du travail à un jeune par famille dans le cadre du « service national » pendant deux ans a été mis en place à titre expérimental.

31. En ce qui concerne l'objectif d'assurer le plein emploi productif et un emploi décent pour tous, le ratio emploi/population était de 59 pour cent en 2009. Cette réussite a pour toile de fond l'objectif national, qui est de réduire le taux de chômage à 15 pour cent et de modifier les parts respectives de l'agriculture, de l'industrie et des services dans l'emploi total à 30, 25 et 45 pour cent respectivement.

32. Outre l'accent mis sur l'élaboration de programmes de formation axés sur la profession, une autre avancée remarquable en matière de promotion de l'emploi des jeunes est la création par le Ministère de l'éducation d'un centre de formation en langues étrangères visant à améliorer les compétences linguistiques des demandeurs d'emploi hors-frontières. Ce centre a permis aux jeunes bangladais d'être

compétitifs sur le marché mondial de l'emploi en tant que professionnels qualifiés et de contribuer aux recettes du gouvernement par le rapatriement de fonds.

Partie B
Priorités thématiques

IV. Objectifs, directives de politique générale et structure du système éducatif

33. Dans le cadre de son engagement à améliorer la qualité de vie des citoyens, formulé dans la Vision 2021, le Gouvernement a lancé un processus de consultations qui a abouti, en 2010, à l'adoption de la politique nationale de l'éducation. Il s'agit là d'une avancée historique dans l'histoire du Bangladesh, qui pour diverses raisons n'avait plus eu de politique en matière d'éducation depuis l'indépendance. Dans le droit fil des directives de la Constitution pour l'établissement d'un système éducatif uniforme, orienté vers les masses et universel, et dans le respect des aspirations du peuple, la politique de l'éducation a été élaborée en vue de donner à tous le droit et la possibilité d'accéder à l'enseignement, faisant table rase des inégalités.

34. Se voulant l'expression des aspirations nationales, de l'esprit de la guerre de libération et de l'indépendance, les grands objectifs de la politique de l'éducation ont pour toile de fond le respect des valeurs humaines. Ils visent à mettre en place les moyens de former les citoyens à jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de programmes de développement en faveur du peuple et la marche en avant de la société, à faire d'eux des êtres humains rationnels, intellectuellement accomplis et attachés aux valeurs morales, et à permettre à la nation d'acquérir les qualités et les compétences qui lui permettront de travailler de concert et à armes égales avec la communauté internationale.

35. Le système éducatif bangladais compte trois grandes subdivisions : primaire (cinq ans) et préscolaire; secondaire (sept ans, trois niveaux); supérieur. Après le secondaire, les élèves ont le choix entre une filière générale ou une filière spécialisée (technique, ingénierie, agriculture, commerce ou sciences médicales) qui leur donnent un diplôme de maîtrise (*Master's degree*) au terme de cinq à six années d'études. Dans le cas de la filière générale, l'élève accède à l'université ou à un établissement d'enseignement supérieur qui lui octroie une licence (*pass* ou *honours*), au terme de quatre années d'études. Dans le cadre de la nouvelle politique de l'éducation, le cycle primaire est porté à huit ans et le cycle secondaire est réduit à quatre ans. La structure du système éducatif est présentée à l'annexe II.

V. Interventions stratégiques dans le secteur de l'éducation

Subventions

36. Une des toutes premières priorités du Gouvernement bangladais a été d'augmenter les subventions allouées au secteur de l'éducation de 13,5 pour cent dans le budget 2010-2011, par rapport à l'année précédente. Ces subventions sont passées de 14 060 000 000 de taka (2 milliards de dollars É.-U.) à 179 590 000 000 de taka (2 565 000 000 de dollars É.-U.), et sont les plus élevées de l'histoire du pays. Le Gouvernement accorde une priorité absolue à ce secteur, car il considère

l'éducation comme une des stratégies essentielles pour faire reculer la pauvreté et favoriser le développement. De cette somme, 80 620 000 000 de taka (1 151 000 000 de dollars É.-U.) sont destinés au Ministère de l'enseignement primaire et de masse, et 98 553 200 000 de taka (1 409 000 000 de dollars É.-U.) au Ministère de l'Éducation.

37. Afin de garantir la poursuite des activités mises en œuvre au cours de ces trois dernières années, les crédits budgétisés pour l'enseignement supérieurs sont de l'ordre de 75 milliards de taka (1 071 000 000 de dollars É.-U.). Le Gouvernement paye aujourd'hui 100 pour cent des salaires des 366 114 enseignants et des 111 262 membres du personnel des 27 704 institutions privées d'enseignement secondaire. Ce poste représente 50 milliards de taka (714 millions de dollars É.-U.) à prélever sur le budget de l'État (soit 66 pour cent du budget du Ministère de l'Éducation).

Programmes et manuels scolaires

38. Les programmes de l'enseignement primaire et secondaire sont remaniés avec pour objectif d'y intégrer les principes, valeurs et besoins du Bangladesh d'aujourd'hui tout en tenant compte de l'âge, des mérites et des capacités réceptives de l'apprenant. Le nouveau programme de l'enseignement primaire est davantage axé sur les compétences, et le contenu des cours et les manuels sont élaborés sur la base de ce principe. Les manuels destinés tant à l'enseignement primaire qu'à l'enseignement secondaire traitent de santé, de nutrition, de démographie, d'environnement et de technologies tournées vers la vie, dans un contexte qui est celui du XXI^{e} siècle.

39. Le Gouvernement tient à ce que les manuels scolaires relatent l'histoire de la guerre de libération et contiennent des documents historiques relatifs à l'indépendance; il a donc pris des mesures dans ce sens, avec pour objectif d'imprégner la nouvelle génération de l'esprit de la guerre de libération et de développer son patriotisme. Des directives ont été données dans le cadre de la politique de l'éducation pour que les concepteurs des manuels gardent toujours à l'esprit la réalité de la situation du pays, afin de favoriser le développement des capacités de réflexion, l'imagination, la curiosité et la créativité des apprenants.

40. Désireux de fixer une norme nationale et de mettre en place une évaluation qualitative, le Gouvernement a pris la décision historique d'instaurer un examen public à la fin des cinquième et huitième années d'études.

41. En vue de rendre l'enseignement plus attractif pour les jeunes, le Gouvernement a pour la première fois distribué gratuitement 190 millions de manuels au cours de l'exercice financier 2009-10. En 2010-11, ce nombre sera porté à 230,2 millions, ce qui représente un investissement d'environ 5,5 milliards de taka (79 millions de dollars É.-U.). Tous les manuels et supports pédagogiques destinés à l'enseignement primaire et secondaire ont en outre été téléchargés sur le dynamique site Internet du Conseil national des programmes et des manuels. Ceci facilitera l'apprentissage interactif grâce à l'utilisation de technologies de l'information à l'école et à la maison, lorsque cela est possible.

Allocations scolaires et filet de sécurité

42. Dans l'enseignement primaire, le Gouvernement a mis en place un programme d'allocations scolaires afin de compenser la perte de revenus que représente la scolarisation d'un enfant pour les familles pauvres. Ce programme, qui compte environ 5,5 millions de bénéficiaires, a permis d'augmenter les taux d'inscription et de fréquentation scolaires et de mettre un frein au travail des enfants. Chaque année, le Gouvernement consacre plus de 115 millions de dollars É.-U. à cette initiative innovante.

43. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le Gouvernement a investi au cours de cet exercice fiscal 750 millions de taka (10 millions de dollars É.-U.) pour l'octroi d'allocations destinées à des élèves méritants. Dans le cadre de quatre projets en cours, le Gouvernement a octroyé des bourses à 5 millions d'élèves dans le but d'accroître la participation des filles, de réduire le taux d'abandon et d'ouvrir les portes de l'éducation aux enfants issus de familles extrêmement pauvres. Le projet de développement de l'éducation secondaire offre un appui financier aux étudiants de l'enseignement secondaire, et le projet d'allocations pour les études secondaires supérieures des filles fournit une aide à des jeunes filles de familles pauvres au niveau de la onzième et de la douzième année d'études, en vue de les encourager à poursuivre leur scolarité. En conséquence, le taux brut de scolarisation des filles est passé de 43 pour cent à 50 pour cent en trois ans (2008-2011). Dans les deux cas, pour pouvoir bénéficier de l'allocation, les filles doivent rester célibataires jusqu'à la fin du niveau d'études concerné.

L'égalité des sexes dans l'éducation

44. Les femmes représentent la moitié de la population bangladaise. Pourtant, pour diverses raisons d'ordre social, économique et culturel, un grand nombre d'entre elles n'ont pas accès à l'éducation. Le pays ne pourra atteindre le niveau de développement escompté que si l'on donne aux femmes la possibilité d'acquérir les aptitudes compétitives de base dont elles pourront faire bénéficier leur famille, leur communauté et le pays tout entier. Garantir l'égalité des sexes dans l'éducation et l'autonomisation de la femme pour lui permettre de prendre des décisions avisées sont donc des choix stratégiques posés par le Gouvernement. Les programmes d'allocations sont des exemples éloquents de l'engagement du Gouvernement en faveur de l'accroissement de la scolarisation des filles et de leur maintien dans le système scolaire, contribuant ainsi à la réalisation du cinquième objectif du Millénaire pour le développement.

45. Le Bangladesh a atteint la parité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005, et l'a maintenue depuis. L'indice de parité est de 1,03 dans l'enseignement primaire et de 1,17 dans l'enseignement secondaire. Un quota de 60 pour cent de femmes dans les postes d'enseignement a été fixé, le quota actuel étant de 53 pour cent.

46. Afin de lutter contre le harcèlement des filles à l'école, notamment la « drague », le Gouvernement a lancé une vaste campagne de sensibilisation et a formulé des directives à l'intention des institutions d'enseignement après consultation avec des représentants de ces mêmes institutions, d'organisations sociales, de la société civile et d'organisations féminines.

Formation des enseignants et enseignement professionnel

47. La politique nationale d'éducation met en avant la qualité des enseignants en tant que condition *sine qua non* pour un enseignement de qualité et digne de ce nom, condition qui peut être remplie grâce au recrutement d'enseignants qualifiés et à une offre de formation axée sur la demande. La formation des enseignants du niveau primaire est assurée par 53 établissements publics, deux établissements privés et l'Académie nationale pour l'enseignement primaire. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, la formation des enseignants est dispensée par 14 établissements publics d'enseignement supérieur et l'Académie nationale pour la gestion de l'enseignement. Il existe également un institut de formation pour les enseignants des *madrasas* et cinq établissements de formation des enseignants du secondaire supérieur. La Bangladesh Open University et les établissements privés organisent également des licences en éducation pour les enseignants.

48. Dans le cadre du deuxième programme de développement de l'enseignement primaire, une série de formations ont été dispensées aux enseignants, aux membres des comités de gestion des établissements scolaires et aux responsables de l'enseignement primaire. Enseignants, formateurs et fonctionnaires chargés de l'encadrement sont régulièrement formés aux concepts modernes de gestion, de planification, de programme scolaire, de méthode et de technique pédagogiques, d'examens et d'évolution de l'enseignement primaire.

49. L'Académie nationale pour l'enseignement primaire, les centres de ressources des *upazilas* et les instituts de formation à l'enseignement primaire planifient la formation du personnel et des enseignants et organisent différentes activités de formation professionnelle. La formation continue des enseignants en fonction est en outre organisée au niveau local, ce qui a permis d'améliorer l'enseignement en classe et d'accroître la participation de la communauté aux activités scolaires.

50. Au niveau de l'enseignement secondaire, le projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire est une initiative spéciale du Gouvernement visant à offrir un meilleur appui aux enseignants des écoles secondaires privées en matière de renforcement des compétences. Dans ce cadre, une autorité d'enregistrement et de certification des enseignants du secteur privé a été créé pour l'enregistrement, la certification et le déploiement d'enseignants qualifiés et compétents dans les écoles. Un réseau de formation des enseignants à l'échelle du pays a été mis sur pied pour renforcer les compétences professionnelles des enseignants, contribuant ainsi à la qualité de l'enseignement secondaire.

51. En vue de perfectionner encore le système de formation des enseignants, le Gouvernement va procéder à un examen et à une mise à jour des certificats et des licences en éducation existants; l'objectif est d'augmenter la portée de ces programmes en encourageant les universités à offrir des formations professionnelles axées sur les besoins et en renforçant les capacités de l'Académie nationale pour l'enseignement primaire et de l'Académie nationale pour la gestion de l'enseignement à offrir des cours adaptés aux besoins réels des enseignants.

Amélioration des infrastructures

52. Afin de gérer au mieux le nombre croissant d'étudiants dans les établissements d'enseignement, le Gouvernement a mis en place un système de classes alternées, créé de nouvelles écoles et recruté davantage d'enseignants.

53. Le renforcement des infrastructures est une composante séparée du deuxième programme de développement de l'enseignement primaire, qui vise à mettre en place des infrastructures, des locaux et un équipement durables pour un accès plus large et plus équitable de tous les enfants avec de meilleures performances scolaires à la clé. Les principales activités mises en œuvre sont la construction et la rénovation de classes, de centres de ressources dans les *upazilas* et d'installations pour les instituts de formation à l'enseignement primaire, l'apport d'eau potable, l'installation de toilettes, de mobilier et d'infrastructures de stockage, et la construction d'écoles pouvant servir d'abri en cas de cyclone.

54. Dans le cadre du projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire et du projet de développement de l'enseignement secondaire, un appui a été fourni en vue de l'amélioration de l'infrastructure et de la construction de bâtiments pour 3 000 écoles privées. La Division des bâtiments scolaires a lancé plusieurs projets pour un budget total de 65 140 000 000 de taka (930 millions de dollars É.-U.) pour améliorer l'infrastructure d'écoles secondaires et supérieures sélectionnées, afin qu'elles puissent accueillir un nombre plus important d'étudiants et leur offrir un environnement d'apprentissage amélioré pour un enseignement de qualité.

55. Afin de donner aux jeunes des régions les moins développées du pays davantage de chances de pouvoir fréquenter l'enseignement supérieur, le Gouvernement a pris des mesures spécifiques pour la création de plusieurs universités spécialisées dans la formation professionnelle, scientifique et technologique.

Utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation

56. Dans le cadre de sa stratégie pour un « Bangladesh numérique », le Ministère de l'éducation bangladais s'emploie activement à promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. À cette fin, cinq objectifs d'étape ont été fixés dans le cadre du projet de plan directeur (2011-21) sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation. Ces cinq objectifs sont les suivants : améliorer les compétences des étudiants en matière de technologies de l'information et de la communication dans toutes les sphères de la vie; améliorer les compétences des enseignants dans ce domaine afin qu'ils puissent guider les étudiants; renforcer les capacités de gestion du personnel chargé de l'administration de l'enseignement afin de mettre en place un système performant, responsable et transparent; créer des centres de ressources numériques; et accroître l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au sein des communautés.

57. Les principales activités de promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation mises en œuvre au cours des deux dernières années sont les suivantes : a) téléchargement des supports pédagogiques de l'enseignement primaire et secondaire sur un site Internet dynamique qui contient 50 livres de version en bengali, 26 manuels de version anglaise pour l'enseignement secondaire et 33 manuels pour l'enseignement primaire; b) formation des formateurs d'enseignants à l'utilisation de contenus numériques en vue de faciliter un processus d'apprentissage en classe basé sur les technologies de l'information et de la communication; c) formation en informatique

pour 6 500 enseignants du secondaire; d) fourniture d'ordinateurs portables et de projecteurs multimédia à 20 500 écoles et madrasas; e) lancement de dix-sept laboratoires informatiques mobiles destinés à la formation des élèves vivant dans des régions reculées; f) installation de laboratoires informatiques modernes dans 20 écoles, 35 *madrasas* et 20 établissements de formation des enseignants; g) établissement de centres de ressources et de formation aux technologies de l'information et de la communication dans 128 *upazilas*.

58. En 2009, le Ministère de l'éducation a eu recours aux moyens de communication électroniques, aux plateformes Internet et aux services de messages courts (SMS) pour publier les résultats des examens de l'enseignement secondaire et supérieur. Certaines universités publiques ont commencé à gérer les admissions d'étudiants au moyen d'un service de messages courts sur téléphones mobiles. Les résultats de l'enregistrement des enseignants en 2009 ont également été diffusés par SMS et sur Internet.

Administration et gouvernance de l'enseignement

59. La qualité de l'enseignement et du système éducatif est largement tributaire de la manière dont ceux-ci sont administrés à tous les niveaux, de la gestion locale de l'école primaire à la gestion globale de l'ensemble du système. Au Bangladesh, l'éducation relève de la compétence de deux ministères : le Ministère de l'enseignement primaire et de masse pour toutes les questions liées à l'enseignement primaire et non formel, et le Ministère de l'éducation, chargé de l'enseignement secondaire, technique et supérieur. Ces deux ministères ont mis en œuvre divers projets et programmes en faveur du développement général du système éducatif, de l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'élargissement de l'offre éducative pour les citoyens. À terme, l'objectif est d'assurer une gouvernance efficace du système éducatif et d'en finir avec la corruption à tous les niveaux de gestion et d'administration pour un enseignement efficient, responsable, transparent et efficace.

60. Le Gouvernement prend des mesures en vue de la décentralisation de l'administration de l'enseignement primaire et secondaire, en renforçant les pouvoirs des bureaux des districts et *upazilas* et les capacités des responsables locaux. Au niveau global, des initiatives visant l'amélioration de l'administration de l'enseignement ont été prises, parmi lesquelles l'élaboration d'un texte de loi unifié sur l'éducation, la création d'une commission non gouvernementale de sélection des enseignants, la formation d'un conseil de certification pour l'enseignement supérieur et l'établissement d'un cadre de l'éducation composé d'une équipe d'éducateurs chargés de favoriser un enseignement de qualité.

61. En vue de la réalisation des objectifs de la Vision 2021 relatifs au développement des ressources humaines, une utilisation accrue des technologies de l'information dans l'administration de l'enseignement permettra d'améliorer les compétences de gestion des responsables à tous les niveaux, afin de favoriser la mise en place d'un système responsable et transparent. À ce jour, tous les bureaux de terrains des deux ministères chargés de l'enseignement ont été reliés à une même plateforme informatique pour une communication plus aisée et plus rapide.

Promouvoir l'enseignement des technologies de l'information

62. La révolution des technologies de l'information et de la communication qui marque le XXI^{e} siècle entraîne des changements rapides partout dans le monde. Le Bangladesh s'emploie à tirer le meilleur parti de cette situation, en exploitant tous les moyens dont il dispose pour devenir acteur des changements révolutionnaires en matière de réduction de la pauvreté et de développement socioéconomique durable. À cet égard, l'objectif de la politique de l'éducation est de former des ressources humaines compétentes et performantes sur le marché international au moyen de formations adaptées dans le domaine des technologies de l'information. Une attention particulière est accordée aux secteurs d'exportation potentiels tels que la création de logiciels, le traitement des données et les centres d'appels, sans oublier la mise sur le marché de professionnels des technologies de l'information compétents.

63. Une des principales stratégies de promotion de l'enseignement des technologies de l'information est l'utilisation de l'ordinateur en tant qu'outil pédagogique dès l'école primaire. L'objectif est de former tous les enfants à l'utilisation d'un ordinateur avant qu'ils n'entrent à l'école secondaire, où des cours d'informatique leur seront dispensés en parallèle avec les cours de sciences et de mathématiques. En ce qui concerne la formation professionnelle, les directives prévoient des cours obligatoires de graphisme, de multimédia, d'animation, de conception assistée par ordinateur et de gestion logicielle.

64. Une série de formations a été organisée en vue de renforcer les compétences informatiques des agents de la fonction publique. Des initiatives coordonnées sont également mises en œuvre pour mettre l'enseignement des technologies de l'information à la portée de tous et créer des centres et des télécentres informatiques aux niveaux des districts et des *upazilas*.

65. Au niveau de l'enseignement supérieur, l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement de l'informatique et la mise en place d'une étroite coopération entre les universités et les organismes professionnels. Une université numérique, dont l'objectif est de former les enseignants en technologies de l'information de l'enseignement supérieur et de faciliter la recherche dans ce domaine, est en cours de réalisation aux abords de la capitale.

Coopération entre le Gouvernement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé

66. L'appui du Gouvernement à l'enseignement privé aux niveaux primaire, secondaire, supérieur et des *madrasas* comporte plusieurs volets : supervision, appui financier (salaires des enseignants), allocations aux étudiants, subventions pour l'amélioration des installations et évaluation des performances. Dans l'enseignement primaire comme secondaire, la contribution du Gouvernement aux écoles privées est appréciable. 1 624 écoles, établissements d'enseignement supérieur et *madrasas* bénéficient de l'appui financier du Gouvernement actuel, ce qui a permis d'accroître le taux de scolarisation et d'engager davantage d'enseignants.

67. La coopération entre le gouvernement et les organisations non gouvernementales dans l'enseignement primaire non scolaire, l'enseignement primaire et secondaire de type classique et les programmes d'alphabétisation des

adultes fonctionne selon le principe de la responsabilité partagée. Dans l'enseignement non scolaire, les organisations non gouvernementales mettent en application les projets du Bureau de l'enseignement non scolaire grâce à un système de subventions et sous la supervision du Ministère de l'enseignement primaire et de masse. En outre, certaines ONG possédant une longue expérience dans le domaine de l'éducation fournissent un appui technique en vue de l'amélioration qualitative et du renforcement des capacités institutionnelles des écoles et institutions privées et publiques. Les domaines de collaboration technique sont notamment la formation, l'élaboration de programmes et de matériels pédagogiques, la recherche et les campagnes de promotion.

68. Les partenariats public-privé dans le secteur de l'éducation prennent progressivement de l'ampleur. Avec l'essor du secteur privé, les entreprises ont commencé à manifester leur souhait de soutenir des activités de développement social dans le cadre de leur politique de responsabilité sociale. À titre d'exemple, en vue de promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'éducation, 3 500 enseignants ont reçu une formation informatique avec le soutien de Microsoft Bangladesh Limited. Dans le sous-secteur de l'enseignement non scolaire, le Bureau de l'enseignement non scolaire a établi un plan visant à favoriser les partenariats public-privé dans les domaines de la formation, de la mobilisation sociale, du financement, du suivi et de la création d'emploi. Encourager les partenariats entre les organisations professionnelles et les institutions d'enseignement, en vue de rapprocher le monde de l'éducation et celui du travail, est un point particulièrement important de la politique de l'éducation. Le Gouvernement a déjà élaboré une politique visant à encourager les partenariats public-privé dans tous les secteurs.

Coopération mondiale

69. Le huitième objectif du Millénaire pour le développement traite de la réponse à apporter aux besoins particuliers des pays les moins avancés, à savoir un accès aux marchés en franchise de droits et hors quota pour toutes leurs exportations, un programme renforcé d'allègement de la dette pour les pays pauvres très endettés (PPTE) et l'annulation des dettes publiques bilatérales. Il prévoit également de traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre l'endettement tolérable à long terme.

70. Le programme de coopération mondiale de la Vision 2021 du Bangladesh couvre un grand nombre de domaines économiques, sociaux et culturels. Dans le contexte de la crise économique mondiale et du changement climatique, avec tout ce que ce dernier implique pour des pays en développement comme le Bangladesh, le Gouvernement a pris des mesures pour encourager l'investissement, assurer la sécurité énergétique, maintenir et accroître la demande nationale, préserver la valeur de sa monnaie, soutenir l'exportation et continuer à exporter de la main d'œuvre.

71. L'analyse de l'engagement mondial en faveur du Bangladesh montre que le montant net de l'aide publique au développement en faveur du pays s'élève à 1 460 milliards de dollars É.-U. (2009), ce qui représente 0,005 pour cent du revenu national brut des donateurs membres du CAD et de l'OCDE. Quant à la proportion de l'aide publique au développement totale bilatérale sectorielle des pays donateurs membres du CAD et de l'OCDE allouée aux services sociaux de base (éducation de

base, soins de santé primaire, nutrition, eau potable et installations sanitaires), elle a été de 35 pour cent en moyenne entre 1991 et 2008. La proportion de l'aide publique au développement bilatérale des pays donateurs membres du CAD de l'OCDE s'élève à 94 pour cent (exercice fiscal 2007). Les droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux produits agricoles, textiles et vêtements en provenance des pays en développement sont compris entre 0 et 15,3 pour cent (exercice fiscal 2009). Le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services s'élève à 3,9 pour cent (exercice fiscal 2009).

72. Un certain nombre de projets sont actuellement mis en œuvre dans le secteur de l'éducation avec l'appui des partenaires de développement. Dans le sous-secteur de l'enseignement primaire, le deuxième programme de développement de l'enseignement primaire est partiellement financé par un consortium de partenaires de développement. Dans l'enseignement secondaire et supérieur, cependant, l'appui est fourni par ces partenaires sur la base de projets. Dans le contexte de l'élaboration d'une politique de l'éducation de grande portée dont les objectifs sont orientés vers les résultats, il est devenu impératif de mettre en place une planification et un financement des programmes à l'échelle du secteur, qui devront être appuyés dans un cadre collaboratif.

VI. Grandes réalisations à l'échelle du secteur

Enseignement préscolaire

73. Le développement du jeune enfant et l'enseignement préscolaire ont une influence extrêmement positive sur leur capacité à gérer l'entrée à l'école et leurs performances scolaires ultérieures. Conformément aux directives de la politique de l'éducation, les activités mises en œuvre dans le cadre de ce programme ont pour objectif d'une part de donner aux enfants l'envie d'apprendre et d'aller à l'école, et d'autre part de développer leur intelligence et leur capacité de raisonnement.

74. Une des initiatives stratégiques de la politique de l'éducation a été d'intégrer totalement l'enseignement préscolaire au cycle d'enseignement primaire, contribuant ainsi à la réalisation du premier objectif de l'Éducation pour tous. La Direction de l'enseignement primaire, avec l'appui du Conseil national des programmes et des manuels, travaille actuellement à l'élaboration de programmes nationaux et de matériels pédagogiques pour l'enseignement préscolaire. Sachant que ce dernier prépare les enfants à l'école et à l'apprentissage et aide à réduire les taux de redoublement et d'abandon, il a été décidé d'établir un programme type, de recruter et de former des enseignants à temps plein et de fournir du matériel pédagogique afin de mettre en place des classes préscolaires efficaces. Dans le cadre d'un nouveau projet de la Direction de l'enseignement primaire, 60 965 assistants pédagogiques seront engagés et des fonds seront alloués à la rénovation, à la réfection ou à la location de locaux pour accueillir les classes préscolaires.

75. Le Gouvernement encourage les ONG et les organisations locales à créer et à soutenir des classes préscolaires au sein des écoles existantes ou dans leur quartier. Des établissements préscolaires fonctionnent également dans différents districts sous les auspices du Ministère des affaires féminines et de l'enfance et avec l'appui de la Shishu Academy pour la gestion d'ensemble. Un recensement de l'enseignement non scolaire (2008) montre que l'enseignement préscolaire sous sa

forme non traditionnelle concerne 1 426 986 enfants, dont 55 pour cent sont des filles.

Enseignement primaire

76. L'administration de l'enseignement primaire au Bangladesh est une des plus importantes au monde. Sa nationalisation par le Père de la nation, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, juste après l'indépendance, a marqué une date importante dans l'histoire de l'éducation au Bangladesh. L'enseignement primaire est désormais gratuit et obligatoire, et de vastes programmes sont actuellement mis en œuvre par le Gouvernement pour donner à tous les enfants la chance d'aller à l'école, les inciter à terminer leur cycle d'enseignement primaire et leur offrir un enseignement de qualité. Il existe dix catégories d'écoles primaires de type traditionnel, qui ensemble représentent 81 508 écoles, 16 539 363 élèves et 381 728 enseignants (Direction de l'enseignement primaire, 2010).

77. Grâce à plusieurs initiatives visant à améliorer la qualité de l'enseignement, le pays a réalisé des progrès sensibles en matière d'accès équitable, de réduction du taux d'abandon et d'augmentation du nombre d'élèves qui terminent l'école primaire. Les taux bruts et nets de scolarisation à ce niveau ont tous deux augmenté au fil des ans. En 2008, le taux brut de scolarisation s'élevait à 99 pour cent et le taux net, à 91 pour cent. En outre, les données montrent également que la parité ou l'équité des sexes dans l'accès à l'enseignement, atteinte en 2005, s'est maintenue depuis; l'indice de parité était de 1,05 en 2005 et de 1,03 en 2009. Le taux d'encadrement des élèves s'est amélioré et est actuellement de 50 élèves pour 1 enseignant, l'objectif étant d'atteindre 40 élèves pour 1 enseignant à l'horizon 2015.

78. Le programme d'enseignement primaire non scolaire s'adresse aux enfants qui ne sont pas inscrits à l'école primaire ou l'ont abandonnée, aux enfants qui travaillent, aux enfants des rues et aux autres enfants défavorisés; il s'agit d'une mesure de protection sociale destinée à ceux qui, sans elle, n'auraient pas accès à l'éducation et seraient donc condamnés à l'analphabétisme. Le recensement de l'enseignement non scolaire (2008) montre que ce programme bénéficie à 1 546 277 enfants, dont 61 pour cent sont des filles.

79. La politique de l'éducation prévoit d'allonger le cycle primaire de cinq à huit ans à l'horizon 2018. Cinq années semblent en effet insuffisantes pour préparer les enfants à devenir les citoyens d'un pays qui aspire à être classé dans la catégorie des revenus intermédiaires, ce qui a constitué un argument de poids en faveur de l'allongement du cycle et suscité l'élaboration d'un plan pratique et d'un calendrier pour la réalisation de ce projet.

Formation des adultes et enseignement non scolaire

80. Le Bangladesh est l'un des 35 pays dans lesquels vivent 85 pour cent de la population analphabète de la planète : la moitié de sa population est illettrée. Le Gouvernement actuel est fermement décidé à éradiquer l'analphabétisme d'ici à 2014. Le thème général de la formation des adultes a lui aussi été abordé dans le cadre de la politique de l'éducation : son objectif est d'instruire les adultes, de les équiper des compétences de base en lecture, en écriture et en calcul, de leur inculquer des valeurs humaines, de les sensibiliser aux problèmes de la santé et de l'environnement et de renforcer leurs compétences professionnelles.

81. Selon l'évaluation du niveau d'alphabétisation du Bureau de statistique du Bangladesh (2008), le taux d'alphabétisation dans le pays s'élève à 55 pour cent (49 pour cent pour les femmes et 60 pour cent pour les hommes). Les programmes d'alphabétisation mis en œuvre au cours de ces dernières années n'ont pourtant permis de réaliser que de très lents progrès, car aucun projet d'alphabétisation dans le secteur public n'a été mené depuis la fin de l'année 2003.

82. Conscient de la nécessité de mettre en place des programmes de postalphabétisation et de formation continue pour aider les apprenants à consolider leurs compétences de base et leur donner les moyens d'utiliser ces compétences pour se construire une vie meilleure, le Bureau de l'enseignement non scolaire a pris des initiatives dans ce sens, ciblant près de 3 millions d'adultes. Ces projets sont financés par des donateurs et mis en application dans le cadre de dispositions contractuelles avec des ONG.

Enseignement secondaire

83. Des changements de taille sont en passe de se produire dans l'enseignement secondaire. Dans la nouvelle structure prévue par la politique de l'éducation, le cycle secondaire sera réduit à quatre ans (de la 9^{e} à la 12^{e} année). Ce niveau d'enseignement est déterminant pour la future carrière des étudiants : à ce stade, ils se préparent au monde du travail ou à l'enseignement supérieur; le principal objectif de l'enseignement secondaire est donc d'aider les élèves à exploiter leur intelligence latente et les facultés qu'ils portent en eux.

84. Le nombre total d'élèves inscrits dans l'enseignement secondaire s'élevait à 6 840 541 en 2008, avec 53 pour cent de filles, soit un indice de parité de 1,17. Selon une étude sur l'efficacité de l'enseignement secondaire (Bureau bangladais d'information et de statistique sur l'éducation, 2010), le taux de rétention scolaire dans la dernière année du cycle supérieur est de 61 pour cent. Le taux de réussite du Certificat d'enseignement secondaire a sensiblement augmenté au cours des vingt dernières années, passant de 32 pour cent en 1990 à 78 pour cent en 2010. Pour les filles, ces chiffres sont de 30 pour cent en 1990 et de 76 pour cent en 2010.

85. Le projet de développement du secteur de l'enseignement secondaire est une initiative du Gouvernement visant l'amélioration de ce sous-secteur en général. Son objectif est de mieux adapter l'enseignement secondaire aux besoins du marché de l'emploi. La mise en place d'une gestion de l'enseignement secondaire plus responsable, le suivi et l'assurance qualité, la gestion des ressources humaines et la réforme du système d'évaluation et d'examens sont quelques-unes des activités entreprises dans le cadre de ce projet.

86. Un autre projet important, le projet pour une meilleure qualité et un meilleur accès dans l'enseignement secondaire, a également favorisé un accès plus équitable en offrant des subventions pour les droits de scolarité, les bourses d'études et les incitants destinés à des élèves pauvres des zones rurales, en renforçant les capacités de gestion des écoles et en évaluant de manière continue les performances des élèves et des enseignants. Ces projets pourraient permettre de réduire considérablement le nombre d'abandons au niveau de l'école secondaire. Les mesures d'incitation et le renforcement de la gouvernance scolaire, associés aux efforts de sensibilisation des parents et des communautés locales, permettront la mise en place d'un environnement propice à l'apprentissage dans les écoles sélectionnées.

87. Dans des *upazilas* où il n'existe pas d'école publique, la transformation d'établissements secondaires privés en écoles de type *upazila* est une autre initiative majeure du gouvernement pour un enseignement de meilleure qualité. L'extension des infrastructures, la mise à disposition de supports et d'activités pédagogiques et l'amélioration des capacités de gestion des membres des conseils de gestion scolaire permettront d'améliorer la qualité de l'enseignement de certains établissements sélectionnés. L'effet de démonstration de l'école pilote et l'échange d'expériences entre les écoles au sein de l'*upazila* permettront de limiter les écarts qualitatifs entre les écoles des zones urbaines et celles des zones rurales.

Enseignement technique et professionnel

88. Partout dans le monde, l'évolution rapide des sciences et des technologies de l'information et de la communication représente un défi pour les pays en développement, qui doivent faire face à une concurrence inégale sur le marché de l'emploi. Afin de tenter de remédier à cette situation, la politique nationale de l'éducation attache la plus haute importance à la formation d'une main d'œuvre qualifiée. Aux niveaux secondaire et supérieur, l'enseignement technique et professionnel est considéré comme une stratégie efficace pour préparer les jeunes forces du pays à affronter la concurrence mondiale.

89. Le Gouvernement a prévu d'introduire l'enseignement professionnel et des technologies de l'information et de la communication dès l'école primaire. L'objectif est qu'au terme des huit années du cycle primaire, tous les enfants aient reçu une initiation à l'enseignement professionnel et des technologies de la communication et de l'information, qui est prévue au programme des quatre dernières années du cycle. Ils auront ensuite la possibilité de poursuivre leur formation soit dans une filière générale, soit dans une filière professionnelle pour acquérir des « normes nationales de compétences » (NSS). Les diplômés de l'enseignement secondaire ayant obtenu un certificat de type « NSS 4 » ont la possibilité de s'inscrire dans différents programmes. Les étudiants porteurs d'un diplôme technique peuvent être admis dans des programmes de bachelier et des formations en ingénierie, textile et agriculture.

90. Le Bangladesh compte 2 728 établissements d'enseignement professionnel et technique en activité. Parmi ceux-ci, 180 dépendent de l'État et comptent 48 267 étudiants (20 pour cent du total), et 2 548 sont privés et totalisent 241 336 étudiants (80 pour cent du total). Vingt-six pour cent seulement des étudiants de ces établissements sont des filles. Dans le cadre du projet de réforme de l'enseignement professionnel et technique, la Direction de l'enseignement technique travaille actuellement à l'élaboration de plusieurs formules innovantes destinées à attirer autant les filles que les garçons, avec des possibilités d'emploi à l'étranger.

91. Soucieux d'améliorer la qualité de l'enseignement professionnel et technique, le Gouvernement a commencé à en remanier les programmes et les manuels, en veillant à établir des liens avec le monde du travail, la formation des enseignants et l'amélioration des infrastructures. Contrats d'apprentissage et stages en entreprise feront désormais partie intégrante du programme, afin d'assurer une formation en prise directe. Le Gouvernement va créer 795 nouveaux instituts de formation professionnelle. Deux projets (le projet de développement des compétences et le projet d'amélioration de la formation) sont actuellement mis en œuvre en vue de l'amélioration des capacités techniques et de gestion des institutions du sous-secteur

de l'enseignement technique et professionnel. La Direction de l'enseignement technique a mis en route la construction d'un nouvel institut d'ingénierie et d'instituts polytechniques et l'extension des bâtiments de certains instituts d'enseignement technique et professionnel.

92. La politique de développement des compétences constitue une avancée majeure vers un sous-secteur de l'amélioration des compétences plus performant. Cette politique présente une vision claire et un programme de réforme pour le développement des compétences dans un grand nombre de secteurs et met l'accent sur la mise en place d'un cadre d'équivalence.

L'enseignement dans les madrasas

93. Les *madrasas* sont indissociables du système éducatif bangladais. Un volet de la politique de l'éducation leur est spécialement consacré, avec des directives visant à préserver la spécificité de cet enseignement tout en l'adaptant aux exigences du monde moderne, en vue de lui donner un nouvel élan. On s'attachera particulièrement à faire en sorte que les élèves comprennent les idéaux et la philosophie de l'Islam et qu'ils en apprennent les doctrines et les coutumes tout en acquérant des compétences dans différentes branches de la connaissance et de la science.

94. Le Gouvernement a pris des mesures en vue de la modernisation de l'enseignement dispensé dans les *madrasas* en améliorant leurs programmes, leur enseignement scientifique et la formation de leurs enseignants. La révision du programme est en bonne voie, et les possibilités de formation des enseignants ont été étendues grâce à au renforcement de l'Institut bangladais de formation des enseignants des *madrasas*. Le Gouvernement a également l'intention de créer des écoles de ce type au niveau de l'enseignement supérieur dans certains districts.

95. Dans le cadre du renforcement des capacités pour le projet relatif à l'enseignement des *madrasas*, le Gouvernement a mis en place des cours de formation professionnelle dans 100 *madrasas* et intégré les sciences et l'informatique à leur programme. 3 370 enseignants de ces écoles ont reçu une formation à divers aspects de la gestion de l'enseignement. Un autre projet en cours porte sur l'amélioration des infrastructures de 1 000 *madrasas*, et pour la première fois dans le pays, des cours pour élèves avancés ont été introduits dans 31 d'entre elles. Cette année, 16 millions de livres ont été distribués gratuitement aux élèves des *madrasas* de la première à la cinquième année, et 17 millions de livres aux élèves de la sixième à la huitième année.

96. Afin d'améliorer la gouvernance des *madrasas*, des mesures sont prises en vue de la création d'une Direction spécialement chargée de cette filière d'enseignement. En outre, le Gouvernement va créer une université islamique affiliée qui se chargera de l'élaboration du programme d'enseignement de ces établissements, de la supervision pédagogique et de l'organisation d'examens aux derniers niveaux d'enseignement.

Enseignement supérieur

97. La finalité de l'enseignement supérieur est d'inculquer et d'innover la connaissance et, dans le même temps, de former une main d'œuvre qualifiée. Aujourd'hui, à l'heure ou l'évolution des technologies de l'information n'a jamais

été aussi rapide et où les découvertes scientifiques s'enchaînent, le rôle de l'enseignement supérieur s'est considérablement élargi. Ayant fait de ce principe la ligne directrice de sa politique de l'éducation, le Gouvernement encourage les universités publiques et privées à adapter leurs programmes et le contenu de leurs cours aux normes internationales. Afin de promouvoir la qualité de l'enseignement dispensé par les universités privées, le Gouvernement a formulé en 2010 une nouvelle loi sur les universités privées, qui donne des directives pour le maintien de la qualité de l'enseignement, l'élaboration des programmes et des plans de cours et le recrutement d'enseignants possédant un haut niveau de qualification. Pour garantir la qualité de l'enseignement supérieur, le Gouvernement œuvre également à la création d'un conseil de certification.

98. Dans la même optique, le Ministère de l'éducation a décidé de créer des écoles supérieures publiques au niveau des districts, en développant les infrastructures et le matériel pédagogique. Des dispositions ont été prises pour la formation des enseignants, en vue d'actualiser leurs connaissances et de renforcer leurs compétences pédagogiques. À terme, ces écoles constitueront le centre névralgique du développement professionnel des enseignants au niveau du district.

99. La Commission des allocations universitaires a lancé un certain nombre de projets en vue de l'extension des infrastructures et des débouchés académiques dans les universités publiques. De nouvelles universités voient le jour en différents endroits stratégiques. Le projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur a permis de mettre en place un environnement propice à la recherche et à la gestion académique au sein des universités. Un réseau bangladais pour la recherche et l'éducation est mis sur pied dans le but de faciliter la collaboration avec les universités étrangères en matière d'enseignement et de recherche. Un réseau d'information transeurasien est également mis en place pour faciliter la recherche transnationale dans le domaine de l'éducation.

VII. Défis, enseignements tirés et voie à suivre

100. Dans l'enseignement primaire et secondaire, la priorité est de systématiser l'approche sectorielle du programme, afin de toucher tous les enfants en âge d'aller à l'école en faisant une place à la diversité. Les principaux défis à relever concerneront le renforcement des capacités des institutions, la professionnalisation de l'enseignement, la mise en place de plans de carrière pour les enseignants afin de leur ouvrir l'accès aux postes de direction, la bonne gouvernance et la gestion axée sur les résultats.

101. Maintenant que la parité des sexes a été atteinte dans l'enseignement primaire et secondaire, la tâche du Gouvernement consistera à maintenir cette égalité et à tenter de l'établir dans les autres niveaux d'enseignement. Pour ce faire, il est indispensable de nommer rapidement des femmes à des postes d'enseignement et d'encadrement. La difficulté est ici d'accroître la représentation des femmes dans les fonctions techniques et d'appui en rapport avec les programmes d'éducation, dans les différents services gouvernementaux et dans la société, et ce de manière planifiée et systématique.

102. Au Bangladesh, le taux de pauvreté est caractérisé par de forts contrastes entre les régions. Comme c'est souvent le cas, ce sont les habitants des régions isolées et vulnérables comme la rive des fleuves ou les terres char, ceux des collines isolées et

certain groupes de la population autochtone et défavorisée qui sont les plus touchés par l'extrême pauvreté. Faire bénéficier ces populations difficiles d'accès de programmes de formation conçus spécialement à leur intention reste une gageure pour les autorités.

103. Un des problèmes majeurs de l'enseignement technique et professionnel est qu'il n'est pas suffisamment en phase avec le monde du travail. Malgré les efforts mis en œuvre pour y intégrer un apprentissage des compétences pratiques et psychosociales, la systématisation et l'application à plus grande échelle de ce processus ne progressent que très lentement. La difficulté est ici de faire connaître le concept, de proposer des idées claires pour sa mise en pratique et d'élaborer des programmes adaptés.

104. En ce qui concerne la formation des adultes et l'enseignement non scolaire, l'objectif est de concevoir des programmes de formation réalistes qui intègrent à la fois l'apprentissage des savoirs de base, la préparation à la vie quotidienne et l'acquisition de compétences qui leur permettront de gagner leur vie. Traiter ces concepts séparément (par exemple en commençant par les savoirs de base, puis en y ajoutant une offre de formation continue après un certain laps de temps) et rassembler dans une même classe adultes et adolescents, ne permet pas nécessairement de doter les personnes nouvellement alphabétisées de qualifications rémunératrices durables. Le défi est donc d'offrir aux adultes une formation de qualité axée sur leurs besoins et d'établir un cadre d'équivalence entre l'enseignement scolaire et non scolaire qui facilitera la transition vers un apprentissage tout au long de la vie.

105. Les difficultés dans l'enseignement supérieur concernent le manque d'accès résultant de la concentration de la plupart des universités dans les grandes villes, le recrutement d'enseignants qualifiés notamment dans les disciplines scientifiques, technologiques et de l'ingénierie, et la mise en place d'une bonne gouvernance. Dans un contexte d'expansion rapide des universités privées, les difficultés liées à l'assurance qualité et à la responsabilité subsistent.

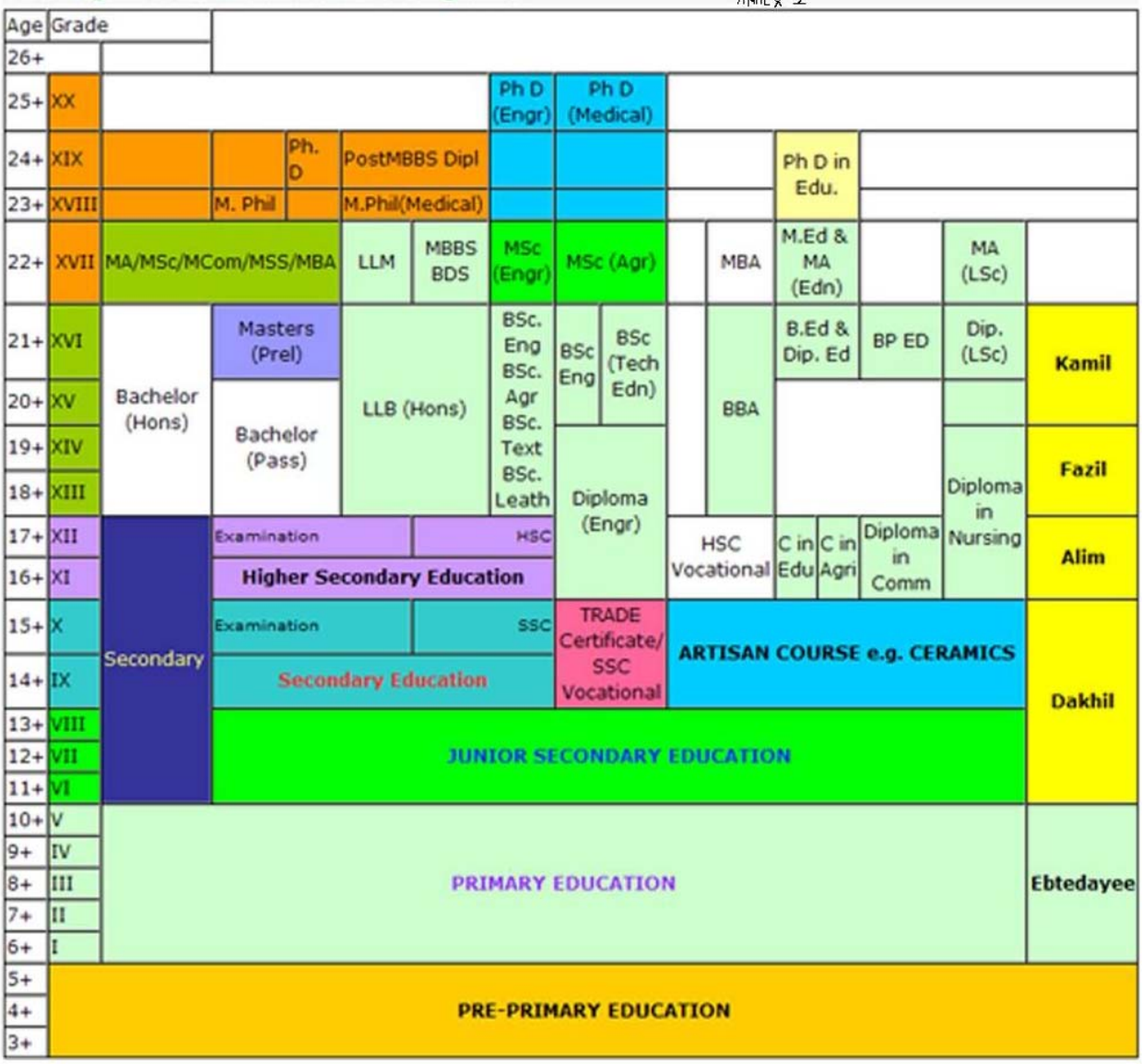
106. Une des mesures de suivi immédiates de la politique de l'éducation prises par le Gouvernement a été la création d'un comité regroupant les diverses parties concernées, chargé de plancher sur les détails de la mise en application de la politique et d'en estimer les implications financières. Sur la base des recommandations formulées par ce comité, des progrès accomplis dans le secteur au cours des prochaines années, des enseignements tirés et des besoins pour l'avenir, des dispositions seront prises dans le cadre du sixième plan quinquennal (2011-15) en vue d'atteindre les objectifs de la politique de l'éducation contribuant à la réalisation de la Vision 2021.

Annexe I

Vision 2021
Objectifs d'étape

2010	Taux de scolarisation nette de 100 pour cent dans l'enseignement primaire
2011	Fourniture d'eau potable pure à l'ensemble de la population
2012	Autosuffisance alimentaire
2013	Installations sanitaires hygiéniques pour chaque foyer
	Taux de croissance annuel de 8 pour cent, qui sera porté à 10 pour cent en 2017 et maintenu
	Augmentation de la production d'électricité de 7 000 à 8 000 mégawatts en 2015 et à 20 000 mégawatts en 2021
	Gratuité de la scolarité jusqu'au premier diplôme
2014	Le Bangladesh est libéré de l'analphabétisme.
2015	Un toit pour chaque citoyen
2021	Les contributions de l'agriculture, de l'industrie et du secteur des services au PIB s'élèvent respectivement à 15, 40 et 45 pour cent au lieu des 22, 28 et 50 pour cent actuels.
	Le chômage est réduit à 15 pour cent (contre 40 pour cent aujourd'hui).
	La part de l'emploi agricole est réduite à 30 pour cent, contre 48 pour cent actuellement.
	La part de l'emploi industriel passe à 25 pour cent (contre 16 actuellement) et la part de l'emploi dans le secteur des services passe à 45 pour cent (contre 36 actuellement).
	Le taux de pauvreté est réduit à 15 pour cent au lieu des 45 pour cent actuels.
	L'image du Bangladesh dans le monde sera celle d'un pays dont les citoyens sont dotés d'un bon niveau d'éducation et de solides compétences dans le domaine des technologies de l'information.
	85 pour cent de la population a accès à une nourriture saine et nutritive.
	Les personnes pauvres disposent d'un apport minimal de 2 122 kilocalories.
	Toutes les maladies contagieuses ont été éradiquées.
	La longévité est passée à 70 ans.
	Le taux de mortalité infantile a chuté de 54 pour cent aujourd'hui à 15 pour cent.
	Le taux de mortalité maternelle a chuté de 3,8 pour cent aujourd'hui à 1,5 pour cent.
	Le recours aux méthodes de contrôle des naissances a atteint 80 pour cent.

Flow diagram of Education Structure of Bangladesh ANNEX 2



Annexe II

Organigramme du système éducatif bangladais

PRE-PRIMARY EDUCATION	ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE
PRIMARY EDUCATION	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
JUNIOR SECONDARY EDUCATION	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE INFÉRIEUR
SECONDARY	SECONDAIRE
SECONDARY EDUCATION	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
Examination	Examen
SSC	Certificat de l'enseignement secondaire
Trade Certificate/SSC Vocational	Certificat de commerce / Certificat de l'enseignement secondaire technique
ARTISAN COURSE e.g. CERAMICS	ARTISANAT (par ex. céramique)
Higher Secondary Education	Enseignement secondaire supérieur
HSC	Certificat de l'enseignement secondaire supérieur
Diploma (Engr)	Diplôme (Ir)
HSC VOCATIONAL	Enseignement secondaire supérieur technique
C in Edu	C en Édu
C in Agri	C en Agri
Diploma in comm	Diplôme en comm
Diploma in nursing	Diplôme en soins infirmiers
Bachelor (hons)	Bachelier (spécialisation)
Bachelor (Pass)	Bachelier
Masters (Prel)	Master (Prél)
LLB (Hons)	LL.B (spécialisation)
BSc.Eng BSc.Agr BSc.Text BSc. Leath	BSc.Ing BSc.Agr BSc.Text BSc. Cuir
BSc Eng	BSc. Ing
BSc (Tech Edn)	BSc (Éd. techn.)
BBA	BBA
B.Ed & Dip.Ed	Bach.Éd & Dip.Éd
BP ED	Bach.Éd.phys.
Dip. (LSc)	Dip. (LSc)

MA/MSc/MCom/MSS/MBA	MA/MSc/MCom/MSS/MBA
LLM	LL.M
MBBS BDS	MBBS BDS
MSc (Agr)	MSc(Agr.)
MBA	MBA
M.Ed & MA (Edn)	M.Éd. é MA (Éd.)
MA (LSc)	MA (LSc)
M. Phil	M. Phil
Ph.D	Ph.D
Post MBBS Dipl	Dipl. post MBBS
M. Phil (Medical)	M. Phil (Médical)
Ph D in Edu.	Ph.D en Éd.
Ph D (Engr)	Ph.D (Ir)
Ph D (Medical)	Ph.D. (Méd.)
Age	Âge
Grade	Classe

Annexe III

Objectifs du Millénaire pour le développement : les progrès du Bangladesh en quelques chiffres

Objectifs, cibles et indicateurs (révisé)	*Année de référence 1990/1991*	*Situation actuelle*	*Objectif 2015*
Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim			
Cible 1.A : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté			
1.1 Proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté (2122 kcal), pour cent	56,6	40,0(2005)	29,0
1.2 Indice d'écart de la pauvreté, pour cent	17,0	9,0(2005)	8,0
1.3 Part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale, pour cent	6,5	5,3(2005)	n.a.
Cible 1.B : Assurer le plein-emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif			
1.5 Ratio emploi/population, pour cent	48,5	58,5(2005)	Pour tous
Cible 1.C : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim			
1.8 Proportion d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale	66,0	47,8(2005)#	33,0
1.9 Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique, pour cent	28,0	19,5(2005)	14,0
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous			
Cible 2.A : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires			
2.1 Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire, pour cent	60,5	91,1(2007)	100
2.2 Proportion d'écoliers ayant commencé la première année d'études primaires qui atteignent la cinquième année, pour cent	40,7	79,8(2009)	100
2.3 Taux d'alphabétisation des plus de 15 ans (indirect), pour cent Taux d'alphabétisation des 15-24 ans (femmes), pour cent	37,2	59,1(2008) 72,0(2009)	–
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes			
Cible 3.A : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d'ici à 2005, si possible, et à tous les niveaux de l'enseignement en 2015 au plus tard			
3.1a Rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire (Indice de parité=filles/garçons)	0,83	1,03(2009)	1,0
3.1b Rapport filles/garçons dans l'enseignement secondaire (Indice de parité=filles/garçons)	0,52	1,17(2009)	1,0
3.1c Rapport filles/garçons dans l'enseignement supérieur (Indice de parité=filles/garçons)	0,37	0,61(2006)	1,0
3.2 Proportion des femmes salariées dans le secteur non agricole, pour cent	19,1	14,6(2005)	50
3.3 Proportion des sièges occupés par les femmes au parlement national, pour cent	12,7	19,0(2009)	33
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile et post-infantile			
4.1 Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)	146	67(2009)	48

Objectifs, cibles et indicateurs (révisé)	*Année de référence 1990/1991*	*Situation actuelle*	*Objectif 2015*
4.2 Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	92	45(2009)	31
4.3 Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole, pour cent	54	88(2006)	100
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle			
Cible 5.A : Réduire de trois quarts, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité maternelle			
5.1 Taux de mortalité maternelle, pour 1 000 naissances vivantes	574(1990)	348(2008	144
5.2 Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié, pour cent	5,0	24,4(2009)	50
Cible 5.B : Rendre l'accès à la médecine procréative universel d'ici à 2015			
5.3 Taux de contraception, pour cent	39,7	59,0(2007)	–
5.4 Taux de natalité parmi les adolescentes, pour 1 000 femmes	77,0	59(2007)	–
5.5a Couverture des soins prénatals (au moins une visite), pour cent	27,5(1993)	60,3(2007)	100
5.5b Couverture des soins prénatals (au moins quatre visites), pour cent	5,5(1993)	20,6(2007)	100
5.6 Besoins non satisfaits en matière de planification familiale, pour cent	19,4(1993)	17,6(2007)	–
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies			
Cible 6.A : D'ici à 2015, avoir enrayé la propagation du VIH/sida et avoir commencé à inverser la tendance actuelle			
6.1 Taux de prévalence du VIH dans la population (pour 100 000 habitants)	0,005	0,319(2007)	Maîtrisé
6.2 Taux d'utilisation du préservatif, pour cent	–	4,5(2005)	Pas d'objectif
6.3 Proportion de la population âgée de 15 à 24 ans ayant des connaissances exactes et complètes au sujet du VIH/sida, pour cent	–	15,8(2006)	
Cible 6.C : D'ici à 2015, avoir maîtrisé le paludisme et d'autres maladies graves et commencer à inverser la tendance actuelle			
6.6a Prévalence du paludisme pour 100 000 habitants	43(2000)	59(2008)	Maîtrisé
6.6b Taux de mortalité dû au paludisme pour 100 000 habitants	0,37(2000)	0,11(2008)	Maîtrisé
6.7 Proportion d'enfants de moins de cinq ans dormant sous des moustiquaires imprégnées d'insecticide [13 districts exposés au paludisme], pour cent	–	89(2008)	–
6.9a Prévalence de la tuberculose, pour 100 000 habitants	264(1990)	225(2007)	Maîtrisé
6.9b Taux de mortalité dû à la tuberculose pour 100 000 habitants	76(1990)	45(2007)	Maîtrisé
6.10a Taux de détection de la tuberculose dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation, pour cent	21(1994)	73(2007)	Maintien
6.10b Taux de succès du traitement de la tuberculose dans le cadre d'un traitement direct à court terme et sous observation, pour cent	73(1994)	91(2006)	Maintien
Objectif 7 Préserver l'environnement			
Cible 7.A Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources naturelles			

Objectifs, cibles et indicateurs (révisé)	*Année de référence 1990/1991*	*Situation actuelle*	*Objectif 2015*
Cible 7.B Réduire l'appauvrissement de la diversité biologique et en ramener le taux à un niveau sensiblement plus bas d'ici à 2010			
7.1 Proportion de zones forestières (pour cent) (couverture végétale)	9,0	19,2(2007) Couverture végétale > 10 pour cent	20,0 Couverture végétale > 70 pour cent
7.2 Émissions de CO2, tonnes métriques, par habitant	0,14	0,30(2007)	
7.3 Consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone, tonnes métriques	195	155(2007)	0
7.4 Proportion de stocks de poissons qui ne sont pas en danger pour des raisons biologiques			
7.5 Proportion de ressources d'eau totales utilisées, pour cent		6,6(2000)	
7.6 Proportion de zones terrestres et marines protégées, pour cent	1,64	1,68(2007)	5,0
7.7 Proportion d'espèces menacées d'extinction			
Cible 7.C : Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base			
7.8 Proportion de la population utilisant une source d'eau potable améliorée, pour cent	89,0	97,8(2009)*	100
7.9 Proportion de la population utilisant des infrastructures d'assainissement améliorées, pour cent	21,0	80,4(2009)	60
Cible 7.D : Améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants des taudis			
7.10 Proportion de citadins vivant dans des taudis, pour cent		7,8 (2001)	
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat pour le développement			
Cible 8.A : Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire			
Cible 8.B : Répondre aux besoins particuliers des pays en développement			
Cible 8.C : Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et des petits États en développement			
Cible 8.D : Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement par des mesures d'ordre national et international propres à rendre leur endettement tolérable à long terme			
8.1a Montant net de l'APD en faveur du Bangladesh (millions de dollars É.-U.)	1240	96,1 (2007-08)	–
8.1b Montant net de l'APD en faveur du Bangladesh, en pourcentage du produit national brut µdes pays donateurs membres du CAD/OCDE	5,7	0,2(2006)	–
8.2 Part de l'APD sectorielle consacrée aux services sociaux de base, pour cent		42(2005)	–
8.3 Proportion de l'APD bilatérale des pays du CAD/OCDE qui n'est pas liée (en faveur du Bangladesh), pour cent		82(2005)	–
8.7 Droits de douane moyens appliqués par les pays développés aux produits agricoles, textiles et vêtements en provenance du pays en développement (Bangladesh), pour cent		12-16 (2006)	–

Objectifs, cibles et indicateurs (révisé)	*Année de référence 1990/1991*	*Situation actuelle*	*Objectif 2015*
8.12 Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services	20,9	7,9(2007)	
Cible 8.F : En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les nouvelles technologies, en particulier les technologies de l'information et de la communication, soient à la portée de tous			
8.14 Nombre de lignes téléphoniques fixes, pour 100 habitants	0,2	0,92	–
8.15 Abonnés à un service de téléphonie mobile, pour 100 habitants		30,8 (2008)	
8.16 Nombre d'utilisateurs d'Internet, pour 100 habitants	0,0	3,4(2008)	–